

# Perspectives économiques en Afrique 2022

POINTS SAILLANTS

Soutenir la résilience climatique et une transition énergétique juste en Afrique



GRUPE DE LA BANQUE AFRICAINE DE DEVELOPPEMENT  
AFRICAN DEVELOPMENT BANK GROUP



Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles de la Banque africaine de développement, de son Conseil d'administration ou des pays qu'il représente. Ce document, ainsi que les données et cartes qu'il peut comprendre, sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

© Banque africaine de développement 2022

Vous êtes autorisés à copier, télécharger ou imprimer ce matériau pour votre propre usage, et inclure les extraits de cette publication dans vos propres documents, présentations, blogs, sites Web et matériaux pédagogiques, pour autant que la Banque africaine de développement soit mentionnée comme étant la source et le titulaire du droit d'auteur.

# AVANT-PROPOS

La publication des *Perspectives économiques en Afrique 2022* intervient dans le contexte de deux crises mondiales majeures : la pandémie persistante de COVID-19 et le conflit russo-ukrainien. Ce dernier a éclaté alors que l'économie africaine était sur la voie de la reprise après l'impact dévastateur de la pandémie, et pourrait assombrir les perspectives économiques auparavant prometteuses du continent.

Le continent risque de plonger dans la stagnation, une combinaison de croissance lente et d'inflation élevée. Le PIB réel devrait croître de 4,1 % en 2022, nettement inférieur aux près de 7 % de croissance de 2021. Cette décélération de la croissance souligne la gravité de l'impact du conflit russo-ukrainien sur l'économie africaine. Du côté de la demande, la croissance africaine sera tirée en grande partie par la consommation privée et l'investissement, et du côté de l'offre, par l'expansion continue du secteur des services. Ce dernier, et en particulier le tourisme, a connu une forte reprise post-pandémie et devrait rester dynamique à moyen terme, sous l'impulsion de l'industrie, en particulier dans le secteur minier, qui est porté par la flambée des prix des métaux. Le faible déploiement de la vaccination contre la COVID-19 en Afrique, les vulnérabilités persistantes de la dette souveraine, les niveaux d'endettement élevés et les préoccupations climatiques et environnementales restent les principaux obstacles à la croissance à moyen et long terme.

Les perturbations du commerce mondial et des chaînes d'approvisionnement, principalement dans les secteurs de l'agriculture, des engrais et de l'énergie, à la suite du conflit russo-ukrainien et des sanctions correspondantes sur le commerce avec la Russie ont fait pencher la balance des risques pesant sur les perspectives économiques de l'Afrique vers le bas. L'impact est toutefois

susceptible d'être asymétrique. D'un côté, les pays africains exportateurs nets de pétrole et d'autres produits de base pourraient bénéficier des cours élevés des produits de base qu'ils exportent. D'un autre côté, l'impact sur les pays importateurs nets d'énergie, de produits alimentaires et d'autres produits de base est préoccupant car la hausse des prix des denrées alimentaires et de l'énergie exacerbera les pressions inflationnistes et limitera l'activité économique. Les populations vulnérables, en particulier dans les zones urbaines, supporteront le plus le fardeau de la hausse des prix des denrées alimentaires et de l'énergie, et en l'absence de mesures pour amortir cet impact, cette hausse pourrait attiser la grogne populaire à travers le continent.

Les pays africains doivent donc organiser d'urgence une réponse politique contracyclique, par exemple des subventions pour atténuer l'impact de la hausse des coûts des denrées alimentaires et de l'énergie. Or, dans de nombreux pays africains, la marge de manœuvre budgétaire reste limitée par les effets de la pandémie. Les revenus des gouvernements n'ont pas renoué avec les niveaux d'avant la crise, et la pression sur les dépenses reste élevée. La Banque a donc réagi rapidement avec une Facilité africaine d'intervention et d'urgence en cas de crise alimentaire de 1,5 milliards de dollars en vue d'accélérer rapidement la production alimentaire et l'approvisionnement en engrais et d'alléger les contraintes de financement du secteur social dans les pays membres régionaux. Cette mesure contribuera à relever les défis liés à la sécurité alimentaire causés par le conflit russo-ukrainien, et garantira la sécurité alimentaire et nutritionnelle à court et à moyen terme.

Si le conflit persiste, la croissance de l'Afrique devrait stagner aux alentours de 4 % en 2023. Constatation frappante, ce sont les pays importateurs de pétrole qui progresseront le plus en 2023,

leur croissance devant passer de 3,7 % en 2022 à 4,1 % l'année suivante selon les projections. Cela souligne la résilience de ces économies et la diversification de leurs sources de croissance. Cette croissance sera toutefois contrebalancée par une légère décélération de la croissance prévue dans les pays exportateurs nets de pétrole, de 4,4 % en 2022 à 4,1 % en 2023. Dans ces économies, la réaction de l'offre au choc positif des prix restera modérée en raison de la faiblesse persistante des capacités de production dans certains pays.

En mettant l'accent sur la résilience climatique et une transition énergétique juste, les *Perspectives économiques en Afrique 2022* relancent l'engagement ferme de la Banque de lutter contre les vulnérabilités climatiques du continent et d'atteindre la neutralité carbone d'ici 2050. La transition est inévitable, mais ne devrait pas remettre en question la nécessité d'un accès universel aux services énergétiques ni la concrétisation des Objectifs de développement durable. Comme indiqué dans le rapport, l'Afrique est la région du monde la moins résiliente face au climat, avec une grande vulnérabilité au changement climatique et une faible préparation à l'adaptation aux chocs climatiques. Malgré cela, ses niveaux de financement climatique par habitant sont parmi les plus faibles au monde, ce qui contredit les principes d'une véritable justice climatique, selon lesquels l'Afrique devrait recevoir près de 10 fois le financement climatique mondial annuel qu'elle a reçu de 2016 à 2019.

Le rapport présente ainsi des arguments en faveur du développement durable et de l'équité pour un système énergétique mondial juste, et examine les voies possibles vers une économie à faible intensité de carbone ainsi que les nouvelles opportunités de croissance durable de l'Afrique qu'offre sa dotation en ressources. Il appelle à des échanges francs sur l'architecture actuelle du financement climatique mondial et son déséquilibre ; décrit les outils de réformes ; et répertorie les sources existantes de financement climatique ciblant les besoins et déficits du continent. Il étudie plus en détail des instruments innovants de financement climatique susceptibles de renforcer la résilience et d'assurer une transition énergétique juste aux niveaux international, régional et national, qui profite au continent.

La bonne nouvelle est que les choses bougent dans la bonne direction. Lors de la 26<sup>e</sup> Conférence des Parties des Nations Unies sur les changements climatiques (COP26) à Glasgow en novembre 2021, des représentants de près de 200 pays se sont mis d'accord sur d'autres mesures pour réduire les émissions de carbone et pour des financements supplémentaires – en particulier pour l'adaptation –, pour les pays à revenu faible et intermédiaire. Toutefois, compte tenu

de l'ampleur des ressources nécessaires pour atteindre les objectifs de contributions déterminées au niveau national de l'Afrique – estimés entre 118,2 et 145,5 milliards de dollars par an jusqu'en 2030, des mesures de politiques plus concrètes seront nécessaires pour combler le déficit annuel de financement climatique de l'Afrique. La prochaine COP27, qui se tiendra à Charm el-Cheikh, en Égypte, offre aux dirigeants et aux parties prenantes africains l'occasion de renforcer l'appel à un engagement mondial renouvelé. Ils pourront ainsi plaider pour un soutien plus important et plus ferme au renforcement de la résilience climatique, et assurer une transition énergétique juste sur le continent, ne laissant personne pour compte.

Compte tenu des faibles flux de ressources de financement climatique vers le continent, les *Perspectives économiques en Afrique* de cette année offrent de nouvelles pistes pour relever les défis socio-économiques actuels et les conflits géopolitiques croissants, afin d'éviter une triple crise associant reprise économique lente, déficits et inégalités énergétiques accrues et fortes vulnérabilités climatiques. Si les partenariats mondiaux ont un rôle crucial dans le relèvement de ces défis, il revient aux pays africains d'intensifier leur travail de plaidoyer et de lutter contre la réticence à la vaccination contre la COVID-19. Le soutien aux industries pharmaceutiques nationales et la promotion de l'industrialisation stimuleront par ailleurs la croissance économique à long terme et le développement durable. Les pays doivent en outre prendre des mesures audacieuses pour renforcer la gestion des finances publiques, y compris des ressources de financement climatique ; réformer les subventions aux combustibles fossiles ; promouvoir la transparence et la responsabilisation lors du processus d'endettement ; améliorer la prestation des services publics ; mettre au point des instruments de mobilisation des ressources nationales adaptés ; améliorer l'administration fiscale ; et créer un environnement propice à l'atténuation des risques liés à l'investissement privé, pour une croissance soutenue à long terme et la création d'emplois.

Avec le soutien de ses partenaires de développement bilatéraux et multilatéraux et de son secteur privé travaillant main dans la main avec ses gouvernements, le continent africain se relèvera plus fort des difficultés socio-économiques provoquées par le triple effet de la pandémie de COVID-19, du conflit russo-ukrainien et du changement climatique.

**Dr. Akinwumi A. Adesina**

Président du Groupe de la Banque africaine de développement



# POINTS SAILLANTS

## CHAPITRE 1 : PERFORMANCE ET PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES DE L'AFRIQUE

**Le Produit intérieur brut (PIB) réel africain a fortement rebondi en 2021, avec un taux de croissance de 6,9 %.** Soutenue par la reprise de la demande mondiale, la hausse des prix du pétrole (bénéficiant aux économies exportatrices de pétrole), la levée des restrictions liées à la pandémie de COVID-19 dans la plupart des pays et la croissance associée de la consommation intérieure et de l'investissement, la croissance du PIB réel de l'Afrique devrait, selon les projections, se ralentir à 4,2 % en 2022. Cette décélération projetée en 2022 reflète l'atténuation des effets de base et les incertitudes liées à la persistance de la pandémie de COVID-19 ainsi que l'impact de la guerre entre la Russie et l'Ukraine.

**La croissance varie de façon importante selon les pays et les régions.** Les régions d'Afrique du Nord et de l'Est ont enregistré en 2021 les croissances économiques les plus fortes avec des taux respectifs estimés à 11,7 % et 4,8 %. En 2022, la croissance devrait ralentir en Afrique du Nord pour atteindre 4,8 % et accélérer en Afrique de l'Est pour atteindre 5,6 %. La croissance moyenne en Afrique de l'Ouest était de 4,3 % en 2021 et devrait rester forte en 2022, avec 4,1 %. La croissance en Afrique centrale devrait atteindre 4,6 % en 2022 contre 3,4 % en 2021. De son côté, l'Afrique australe, avec une croissance estimée à 3,2 six % après une contraction de 6,0 %, affiche la plus forte reprise, reprise soutenue par le solide redressement du Botswana (12,5 %), de Maurice (4,0 %) et de l'Afrique du Sud (4,9 %). La croissance dans la région devrait ralentir en 2022 et atteindre 2,5 %, au fur et à mesure que s'estomperont les effets des importantes mesures de relance budgétaire.

**Les perspectives de croissance de l'Afrique sont soumises à une forte incertitude, avec des risques plutôt défavorables.** Les retombées du conflit russo-ukrainien et les sanctions correspondantes contre la Russie pourraient entraîner une baisse de la production mondiale plus importante que prévu actuellement. La faiblesse des campagnes de vaccination contre la COVID-19, associée à l'émergence de nouvelles variantes de la COVID-19, peut obliger les pays à maintenir certaines restrictions. Les autres facteurs défavorables qui pourraient freiner la croissance sont principalement une plus forte vulnérabilité liée à l'endettement, le resserrement des conditions financières internationales lié à l'augmentation des pressions inflationnistes, mais aussi les effets du conflit en Ukraine et des sanctions contre la Russie, l'accroissement des risques climatiques et environnementaux et les problèmes sociopolitiques et de sécurité. Les facteurs positifs qui pourraient accélérer la croissance incluent des campagnes de vaccination plus rapides, un règlement global du problème de la dette et des politiques visant à accélérer les transformations structurelles, ainsi que le renforcement de la résilience économique.

Améliorer les taux de vaccination en luttant contre les hésitations à se faire vacciner et en améliorant l'approvisionnement en vaccins est essentiel pour réduire les infections et la mortalité et accélérer le rythme de la reprise économique

**De façon générale, les fondamentaux macroéconomiques se sont améliorés, mais il reste des défis considérables à moyen terme, en grande partie dus à la persistance des effets de la pandémie et de la volatilité résultant de l'impact du conflit entre l'Ukraine et la Russie.**

Selon les projections, le déficit budgétaire africain moyen devrait s'améliorer pour atteindre 4,0 % du PIB en 2022 contre 5,1 % en 2021, ce qui reflète une réduction des interventions liées à la COVID-19 et une hausse relative des recettes intérieures. Cependant, la hausse du prix des matières premières entraînée par le conflit entre la Russie et l'Ukraine pèse lourdement sur la situation budgétaire à court et à moyen terme, en particulier pour les économies dépendant d'importation d'énergie et de denrées alimentaires. Le déficit moyen du compte courant devrait baisser en 2022, à 2,0 % du PIB contre 2,4 % en 2021, suite au resserrement prévu du déficit commercial et des transferts courants. Les fluctuations de taux de change ont baissé dans la plupart des pays en 2021, en raison des afflux améliorés des devises étrangères. Les fluctuations de change en 2022 et au-delà vont dépendre de l'évolution des marchés financiers internationaux, en particulier sous l'influence du conflit russo-ukrainien et de la normalisation des politiques monétaires dans les économies avancées. Le taux moyen d'inflation devrait s'accélérer à 13,5 % en 2022 contre 13,0 % en 2021, sous la pression d'une hausse brutale du prix des matières premières, en particulier l'énergie et les denrées alimentaires, suite à l'intensification du conflit entre la Russie et l'Ukraine.

**La dette souveraine continue de menacer la reprise économique malgré les récentes initiatives d'allègement de la dette.** Alors que le ratio dette/PIB de l'Afrique, de 71 % en 2020, devrait se stabiliser autour de 70 % en 2021 et 2022 en raison de la reprise de la croissance et des initiatives d'allègement de la dette, il restera supérieur aux niveaux d'avant la pandémie. Les initiatives de la communauté financière internationale telles que l'Initiative de suspension du service de la dette (DSSI), le Cadre commun et l'allocation générale du 23 août 2021 du Fonds monétaire international (FMI) de 650 milliards USD de droits de tirage spéciaux (DTS) ont contribué à atténuer les difficultés

de trésorerie rencontrées par de nombreux pays en renforçant leurs réserves extérieures. Ces initiatives n'ont cependant pas supprimé les vulnérabilités de la dette, 23 pays africains étant surendettés ou menacés de surendettement en février 2022. Des réformes structurelles supplémentaires telles que la restructuration de la dette ou la réaffectation des dépenses publiques sont nécessaires pour garantir la durabilité de la dette à long terme. Une reconfiguration de l'architecture mondiale de l'allègement de la dette, y compris le rétablissement du DSSI, sera cruciale pour aider les pays africains criblés de dettes à s'engager sur la voie d'un endettement durable à moyen et long terme.

**Malgré un rebond de la croissance, les impacts de la pandémie de COVID-19 sur la vie et les moyens de subsistance des Africains ont perduré en 2021.**

La banque estime qu'environ 30 millions de personnes sont tombées dans l'extrême pauvreté en 2021 à cause de la pandémie et que les pays africains ont perdu environ 22 millions d'emplois cette même année. Cette tendance devrait malheureusement se poursuivre en 2022 et 2023. En prenant en compte les effets prolongés des perturbations économiques résultant du conflit entre la Russie et l'Ukraine, 1,8 million d'Africains supplémentaires pourraient tomber dans l'extrême pauvreté en 2022, et 2,1 millions en 2023. Les travailleurs les plus durement touchés seront ceux du secteur informel, principalement les femmes et les jeunes. De plus, plusieurs pays africains, comme l'Ouganda, eSwatini et le Soudan du Sud, ont fermé leurs écoles pendant plus de 36,7 semaines (durée moyenne de fermeture des écoles dans le monde pour cause de COVID-19, du début de la pandémie jusqu'en octobre 2021, et équivalant à plus d'une demi-année scolaire), compromettant ainsi les tendances positives enregistrées au cours de la dernière décennie en matière d'éducation. La Banque estime les besoins de financement supplémentaires à environ 432 milliards USD pour la période 2020–2022 (une révision par rapport à la précédente estimation, 484 milliards USD, en raison en partie de situations budgétaires meilleures que prévu) soit une moyenne de 144 milliards USD par an sur cette période pour accompagner la reprise.

### **Les faibles taux de vaccination des Africains ralentissent la reprise économique et augmentent les impacts sanitaires de la COVID-19.**

Comparés à l'objectif d'au moins 60 % des personnes vaccinées dans la plupart des autres régions, ces faibles taux de vaccination (15,3 % de personnes entièrement vaccinées à fin mars 2022) sont dus à l'accumulation de plusieurs obstacles tant du côté de l'offre que de la demande. Améliorer les taux de vaccination en luttant contre les hésitations à se faire vacciner et en améliorant l'approvisionnement en vaccins est essentiel pour réduire les infections et la mortalité et accélérer le rythme de la reprise économique. Les pays africains devront donc accélérer leur campagne actuelle de vaccination s'ils veulent combler l'écart de vaccination avec les autres régions du monde.

### **L'Afrique est la région la plus sujette aux chocs climatiques, avec 5 pays du continent figurant parmi les 10 pays les plus touchés en 2019.**

Un total de 131 catastrophes météorologiques extrêmes liées au changement climatique a été enregistré en Afrique au cours de 2020–2021: 99 inondations, 16 tempêtes, 14 périodes d'intense sécheresse et 2 incendies de forêt. Ces effets du changement climatique exposent les économies africaines à des risques importants, menacent la vie et les moyens de subsistance de millions de personnes et pourraient ruiner les progrès durement acquis dans la réalisation de certains objectifs clés des ODD, de l'Agenda 2063 de l'Union africaine et des « High 5 » de la BAD. Les politiques visant à soutenir la reprise économique post-pandémique en Afrique doivent incorporer des initiatives de renforcement de la résilience du continent par des mesures d'atténuation des chocs climatiques qui contribuent aux fluctuations de la production et à la pauvreté.

### **Recommandations de politiques pour reconstruire en mieux et créer des économies africaines résilientes**

- *Accélérer les campagnes de vaccination contre la COVID-19 en améliorant les politiques d'administration des vaccins et en apportant un soutien solide aux industries pharmaceutiques nationales.* Garder la pandémie sous contrôle doit rester une priorité politique majeure pour

les pays africains. L'augmentation des taux de vaccination réduirait la contamination et protégerait contre l'émergence de variantes plus transmissibles et mortelles du virus. De plus, et grâce à une meilleure couverture vaccinale, les rares ressources financières publiques pourraient être alors directement consacrées aux efforts de relance post-COVID-19 et aideront à renforcer la résilience économique face aux chocs futurs.

- *Accroître les investissements dans les systèmes de santé critiques.* Pour faire face aux chocs sanitaires récurrents, les gouvernements devraient investir davantage dans leur système de santé et augmenter les effectifs indispensables du personnel de santé en augmentant considérablement l'allocation budgétaire au secteur. Donner la priorité au secteur implique également la construction de nouveaux établissements de santé, la réhabilitation ou la mise à niveau de ceux existants, la dotation d'infrastructures et d'équipements modernes à la pointe de la technique, la formation des professionnels de la santé aux nouvelles avancées médicales dans la gestion et la réponse aux pandémies et épidémies, mais aussi la mise en place de plans clairs de préparation aux futures résurgences des chocs sanitaires.
- *Promouvoir une croissance inclusive pour lutter contre l'accroissement de la pauvreté et des inégalités à l'aide de programmes sociaux et d'opportunités d'emploi ciblant les personnes vulnérables.* Les pays doivent développer des programmes sociaux adaptés et destinés aux personnes les plus vulnérables telles que les femmes, les jeunes, les personnes handicapées, les travailleurs informels et les ménages dirigés par des femmes. Cela exige des pays la mise en œuvre de réformes qui : (i) soutiennent l'industrialisation, la diversification et le numérique ; (ii) améliorent la réglementation du marché du travail et rendent les marchés du travail plus adaptables et réactifs aux chocs ; (iii) améliorent la gestion et l'efficacité des systèmes fiscaux publics ; (iv) encouragent les innovations du secteur privé qui améliorent la productivité et (v) adaptent les programmes d'enseignement et de formation aux besoins du marché du travail.

---

Les politiques visant à soutenir la reprise économique post-pandémique en Afrique doivent incorporer des initiatives de renforcement de la résilience du continent



Pour faire face aux chocs sanitaires récurrents, les gouvernements devraient investir davantage dans leur système de santé et augmenter les effectifs indispensables du personnel de santé en augmentant considérablement l'allocation budgétaire au secteur

- *Coordonner les actions de politique monétaire et budgétaire pour soutenir la reprise.* Les politiques monétaires accommodantes doivent être maintenues et renforcées dans les pays où l'inflation est contenue afin de préserver des conditions favorables de financement et d'accélérer la reprise post-COVID-19. Cependant, la politique monétaire devra être resserrée en temps opportun dans les pays où les pressions inflationnistes, principalement dues à l'inadéquation de l'offre et de la demande, empirée par le conflit entre la Russie et l'Ukraine, sont élevées, même si cela devait retarder le processus de reprise. Un resserrement des politiques monétaires ciblant l'inflation devrait s'accompagner de mesures de politique budgétaire soigneusement calibrées pour appuyer la reprise et protéger les populations les plus vulnérables. L'assistance aux personnes les plus vulnérables va demander de redonner priorité à la dépense et à un meilleur ciblage des filets sociaux. Les pays exportateurs nets de pétrole pourraient utiliser les retombées financières découlant de la hausse des prix du pétrole pour mettre en place des volants de sécurité budgétaire et appuyer la relance et la protection des personnes les plus vulnérables. Là où la reprise est faible, les pays pourraient utiliser judicieusement leur espace fiscal supplémentaire en donnant priorité à des dépenses sociales et des investissements productifs correctement ciblés pour construire les fondements d'une croissance plus rapide à l'avenir. Cependant, pour de nombreux pays, ce cheminement sera complexe et demandera un appui décisif de la communauté internationale et une coopération mondiale pour empêcher un drame humanitaire et une crise de la dette.
- *Réduire la dépendance à l'égard d'un seul fournisseur de denrées alimentaires.* L'un des enseignements de la guerre entre la Russie et l'Ukraine est la nécessité pour les pays de diversifier leurs sources d'importation de biens et de produits de base essentiels tels que l'énergie et les denrées alimentaires, afin de renforcer leur résistance aux chocs idiosyncratiques. La réponse de politique à long terme à la diversification économique devrait inclure le renforcement des échanges intra-africains

afin de développer l'autosuffisance alimentaire. Cela sera crucial pour renforcer la résilience économique face aux chocs futurs. La zone de libre-échange continentale africaine (ZLECA) offre d'importantes possibilités de diversification des échanges et de développement de réseaux commerciaux sur les principaux marchés de produits agricoles et de produits manufacturés à valeur ajoutée moins volatils.

- *Restaurer et reconfigurer le DSSI et le Cadre commun, accroître les efforts entrepris pour accélérer les réformes de gouvernance et renforcer la gestion des finances publiques pour relever les défis structurels provenant d'une hausse de la dette publique africaine.* Le niveau élevé de la dette publique continue de menacer les efforts de redressement des pays du continent et freine les perspectives d'une croissance économique élevée et durable. La réponse de politique intérieure reste limitée par un espace budgétaire restreint dans un contexte de pressions croissantes sur les dépenses du secteur social. Il est donc impératif que la communauté internationale repense la fin du cadre DSSI, conçu au départ pour apporter un soulagement temporaire aux pays confrontés à un surendettement croissant. Un DSSI et un cadre commun reconfigurés limiteront l'impact sur la dette publique africaine de la dépréciation des devises due à l'incertitude mondiale alimentée par la guerre Russie-Ukraine et les effets d'entraînement de politiques monétaires strictes mises en œuvre dans les économies avancées. Les pays africains doivent donc accélérer les réformes de gouvernance et améliorer la gestion de leurs finances publiques s'ils veulent s'attaquer efficacement aux vulnérabilités récurrentes liées à la dette. Ces mesures vont nécessiter la mise en place d'institutions budgétaires solides pour mobiliser efficacement les ressources nationales et assurer une gestion et une budgétisation rigoureuses des dépenses publiques et de la dette.
- *La stimulation de la production céréalière locale en Afrique sera importante pour atténuer les risques d'approvisionnement au niveau mondial.* Soutenir les petits agriculteurs africains peut déclencher une révolution agricole susceptible de nourrir l'Afrique, en particulier dans



les zones urbaines. Il est impératif que les pays africains offrent aux agriculteurs un large accès à des financements abordables, à des technologies de production alimentaire améliorées, notamment des semences certifiées et adaptées à des conditions climatiques extrêmes, à des services de vulgarisation systématique à grande échelle et à des services de mécanisation, afin de stimuler la production alimentaire. En outre, il est possible de stabiliser les prix des denrées alimentaires à court terme en libérant et en reconstituant de manière ciblée les réserves alimentaires stratégiques. Ces interventions sont souvent plus efficaces si elles associent le secteur privé, la communauté internationale, les centres de recherche nationaux et internationaux et les gouvernements.

## CHAPITRE 2 : RÉSILIENCE CLIMATIQUE ET TRANSITION ÉNERGÉTIQUE JUSTE EN AFRIQUE

L'Accord de Paris sur le climat, qui est entré en vigueur en novembre 2016, a souligné la nécessité de contenir d'ici 2100 le réchauffement climatique bien en dessous de 2°C par rapport aux niveaux préindustriels et de poursuivre les efforts pour limiter la hausse des températures à 1,5°C. L'accord reconnaissait des responsabilités communes, mais différenciées, d'atténuation des émissions de gaz à effet de serre et d'adaptation au changement climatique.

La justice climatique – qui englobe une transition énergétique juste en Afrique - ne porte pas seulement sur la façon dont le monde devrait passer d'un développement à forte intensité de carbone à des voies plus résilientes au changement climatique, mais aussi sur la manière dont le coût des émissions historiques et actuelles sera assumé par les pays. Environ 85 % du budget carbone mondial est utilisé et ne restent seulement que 400 gigatonnes de carbone dioxyde équivalent (GtCO<sub>2</sub>eq). Une part importante des émissions historiques et actuelles est attribuée aux pays développés et émergents, les États-Unis, l'Union européenne des 28, le Royaume-Uni et la Chine représentant environ 70 % du total des

émissions de carbone dans la période 1850 - 2020. La part de l'Afrique est inférieure à 3 %, dont une grande partie est principalement attribuée à la foresterie et à l'utilisation des terres. En 2020, un Américain moyen a une empreinte carbone de 14 tonnes d'équivalent CO<sub>2</sub> (tCO<sub>2</sub>eq) tandis qu'un Africain moyen n'a émis que 0,95 tCO<sub>2</sub>eq, bien en deçà de la moyenne mondiale par habitant de 2,0 tCO<sub>2</sub>eq, valeur de l'objectif de l'Accord de Paris. Un développement socio-économique mené dans les limites du budget carbone mondial disponible et un soutien à l'adaptation climatique sont les principaux éléments d'un « développement résilient au climat », c'est-à-dire « une trajectoire de développement qui renforce le développement durable à plusieurs niveaux tout en réduisant les menaces du changement climatique grâce à des mesures ambitieuses d'atténuation, d'adaptation et de résilience climatique ».

**Le poids du changement climatique sur les économies du continent et les moyens de subsistance des Africains est disproportionnellement élevé en rapport à leur faible participation dans les émissions mondiales de carbone.**

Le Groupe de travail n° 1 du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat prévoit que le taux d'augmentation de la température du continent dépassera le taux moyen mondial et que cette augmentation sera accompagnée d'une recrudescence de la fréquence et de l'intensité des fortes pluies presque partout en Afrique. Les conditions sèches et chaudes prévues auront un impact sévère sur un continent où les moyens de subsistance de la majorité de la population sont directement liés à l'état des systèmes naturels et, dans de nombreux cas, dépendent de l'agriculture pluviale. Les pays africains consacrent déjà chaque année d'importantes ressources destinées à faire face aux impacts de la crise climatique et détournent les investissements potentiels des programmes de développement social et économique, menaçant de plonger les pays dans une pauvreté toujours plus profonde.

**Comparé aux autres régions du monde, l'Afrique est le continent le moins résilient au climat en raison d'un niveau de vulnérabilité élevé et d'un faible niveau de préparation au**

---

La part de l'Afrique dans les émissions cumulées de carbone entre 1850 et 2020 était inférieure à 3 %, dont une grande partie principalement attribuée à la foresterie et à l'utilisation des terres



De nombreux pays du continent ont d'importants besoins de financement et d'investissement climatiques pour mettre en œuvre une préparation et une réponse efficaces

**changement climatique.** La présence de zones climatiques désertiques et semi-désertiques, le faible niveau de développement socio-économique et le manque de capacité technologique et de financement pour l'adaptation au changement climatique sont les principales causes de la vulnérabilité du continent. De nombreux pays de la région ont d'importants besoins de financement et d'investissement climatiques pour mettre en œuvre une préparation et une réponse efficaces au changement climatique. Il est donc urgent de développer des mesures appropriées d'adaptation au climat, d'identifier et d'évaluer les risques de catastrophe et de renforcer la collaboration et la coordination entre les sous-régions et les pays africains.

**Les chocs climatiques accompagnés de conditions météorologiques extrêmes menacent de compromettre les progrès réalisés en matière de développement et génèrent de plus des coûts économiques et des perturbations sociales.** L'adaptation au changement climatique pourrait coûter au continent au moins 50 milliards USD par an d'ici 2050. Dans le scénario de fort réchauffement, le changement climatique réduirait d'ici 2050 jusqu'à 15 % le PIB par habitant de toute l'Afrique de l'Est et de l'Ouest, bien en dessous du scénario de référence d'évolution du PIB par habitant. Les régions d'Afrique du Nord et australe seraient également gravement touchées, avec une baisse d'ici 2050 d'environ 10 % du PIB, tandis que l'Afrique centrale serait confrontée à une possible baisse du PIB d'environ 5 % sur la même période. Ces différences s'expliquent en partie par les différences de structures économiques et le degré de résilience climatique de ces régions.

**Un développement inclusif et résilient nécessite de trianguler de manière intégrée les dimensions économique, sociale et environnementale du développement durable.** Une approche cloisonnée axée davantage sur une dimension au détriment des deux autres aura un impact moins optimal sur la transformation. L'une des façons d'aborder l'intégration des dimensions du développement durable réside dans le concept de voies de développement résilientes au changement climatique. Ce concept nécessite

l'évaluation intégrée des dimensions d'atténuation et d'adaptation. Il implique que les voies de développement choisies atténuent les risques climatiques, protègent les pays et les communautés contre les pertes et les dommages causés par les événements climatiques, stimulent la croissance économique, créent des emplois de qualité pour les citoyens et améliorent simultanément les moyens de subsistance et le bien-être social de tous les citoyens. Les voies de développement économique qui permettent la prise en compte de façon égale des trois objectifs de développement assurent un progrès durable et inclusif pour les générations actuelles et futures.

**L'Afrique doit accélérer sa transformation structurelle pour progresser socialement et économiquement dans les limites du budget carbone mondial et dans un contexte de changement climatique rapide.** Comparé aux années 1990, le continent africain a connu depuis 2000 une forte croissance, ce qui a conduit au discours optimiste selon lequel « l'Afrique est en plein essor ». Cette croissance, bien que soutenue par une meilleure gestion macroéconomique et un allègement de la dette, mais sans importante transformation structurelle, a été cependant largement tirée par le prix des matières premières et accompagnée d'une pauvreté et d'inégalités persistantes. La croissance démographique et le taux d'urbanisation de l'Afrique entraînent d'énormes besoins d'investissement dans les infrastructures des secteurs clés (agriculture, énergie, réseaux routiers et ferrés, aéroports, ports maritimes, industrialisation, etc.), les services publics, la création d'emplois et la durabilité environnementale. Le type de développement infrastructurel qui permettra de répondre aux besoins sociaux et économiques des citoyens détermine la trajectoire des voies de développement durable des pays. Par conséquent, les investissements dans les infrastructures doivent dissocier les gains de bien-être social et économique des externalités environnementales telles que les émissions de carbone.

**L'accès universel aux services énergétiques est essentiel à l'atteinte des objectifs de développement durable, notamment l'éradication**

**de la pauvreté (ODD1) et la résilience climatique (ODD13).** Le développement économique, le changement climatique et la politique énergétique sont inextricablement liés. La demande d'énergie des pays augmente au fur et à mesure qu'ils se développent à travers l'industrialisation. L'objectif de développement durable des Nations Unies d'accès universel à l'énergie (ODD 7) s'énonce donc « l'accès à une énergie fiable, durable, moderne et à un coût abordable pour tous ». Il reconnaît qu'aucun autre ODD ne peut être atteint sans un accès adéquat aux services énergétiques. De plus, l'accès à des services énergétiques durables est un facteur clé de la croissance économique, de l'éradication de la pauvreté, de l'inclusion des femmes et de la résilience climatique.

**La consommation d'électricité par habitant en Afrique subsaharienne est la plus faible au monde, estimée aujourd'hui à 370 kilowattheures (kWh) par an, contre 6 500 kWh en Europe et 11 000 kWh aux États-Unis.** Plus de 600 millions d'Africains n'ont pas accès à l'électricité, malgré une tendance à la hausse ces dernières années. L'accès, la fiabilité et l'abordabilité des services énergétiques restent dans de nombreux pays africains des contraintes majeures à la croissance économique, à la compétitivité et à la création d'emplois. Avec les tendances actuelles de la démographie, de l'urbanisation et du développement économique des pays de la région, l'Afrique doit considérablement augmenter la production moderne d'électricité pour atteindre les ODD, notamment ceux portant sur l'éradication de la pauvreté et la résilience climatique.

**L'industrialisation est la clé de la croissance économique à long terme et du développement durable.** Aux premiers stades de l'industrialisation, l'objectif prioritaire est souvent l'augmentation de la productivité économique. Les effets multiplicateurs des progrès de l'activité économique conduiraient au progrès social grâce à la création d'emplois, l'amélioration de la valeur ajoutée manufacturière, la génération de recettes fiscales tirées du capital produit, la croissance du PIB, etc. Cependant, la dépendance excessive à l'égard des combustibles fossiles bon marché qui

stimulent l'industrialisation et la croissance tirée par les exportations s'accompagne d'externalités sociales, économiques et environnementales. Il s'agit notamment de l'élargissement des écarts de revenus, de la multiplication des fragilités sociales, de la liquidation systématique du capital naturel (forêts, eau douce et autres ressources naturelles) et de la dégradation des services écosystémiques. Il est alors impératif d'équilibrer les principales composantes du développement durable. Les efforts dans ce sens doivent conduire à progressivement dissocier les activités économiques des dommages environnementaux à travers l'efficacité technique qui accompagne des technologies plus propres et des produits manufacturiers à valeur marginale plus élevée. Alors que les combustibles fossiles ont permis par le passé la croissance et la prospérité, cette voie vers l'industrialisation se ferme aujourd'hui. Le rythme rapide des technologies renouvelables et des marchés de transition, comme les engagements politiques mondiaux favorables aux voies de développement à contribution nette zéro exposent à moyen et long terme les investissements dans les énergies fossiles à des risques importants. Les investissements mondiaux dans les technologies renouvelables augmentent, les percées techniques et les solutions innovantes sont donc inévitables. Les réponses du marché sous la forme de prix plus bas et d'une demande accrue d'énergie renouvelable évinceront à moyen et à long terme la demande de sources d'énergie fossile. C'est déjà le cas pour des secteurs clés tels que l'éclairage, les transports et d'autres services énergétiques. La poursuite des investissements dans les sources d'énergie fossile est dès aujourd'hui confrontée à une concurrence féroce sur le marché et pourrait conduire demain à des actifs « enlisés ». L'architecture du financement du développement évolue également rapidement avec une tendance significative en faveur des technologies renouvelables.

**Pour soutenir les objectifs de développement économique tout en restant dans le budget carbone mondial disponible, des compromis devront être faits dans le choix des voies de transition du système énergétique.** Compte tenu de leur contribution historique et actuelle aux émissions mondiales de carbone, de leur faible

Des investissements importants sont nécessaires pour moderniser les réseaux existants afin de s'adapter à une forte pénétration des énergies renouvelables variables dans les pays

niveau de croissance économique et de l'important potentiel de ressources inexploitées, les économies africaines devraient bénéficier d'une marge de manœuvre en termes d'émission de gaz à effet de serre. La justice distributive exigerait qu'une plus grande partie du budget carbone restant du monde soit allouée au continent africain pour lui permettre de répondre aux besoins fondamentaux de ses citoyens et aux autres ODD. D'autre part, les décideurs politiques devraient également reconnaître qu'une approche « Croissance d'abord, nettoyage ensuite » s'accompagne de coûts environnementaux et sociaux majeurs pour les générations actuelles et futures. Les coûts sociaux, économiques et environnementaux à moyen et long terme l'emportent souvent sur les avantages actuels. Dans le même temps, une pauvreté profonde et généralisée contredit l'essence même du développement durable. La pauvreté engendre la dégradation de l'environnement et vice versa. Les politiques énergétiques devraient donc tenir compte des coûts et avantages sociaux, économiques et environnementaux à moyen et à long terme du développement de systèmes énergétiques durables.

**Bien que les sources d'énergie fossile, y compris le charbon, restent une part importante du mix énergétique de la plupart des pays, leur part dans le mix énergétique de l'Afrique est encore relativement modeste.** Compte tenu de la durée de vie des systèmes énergétiques fossiles, ils continueront d'être une source majeure du mix énergétique des pays africains jusqu'en 2050 et au-delà. Sevrer les économies en bloquant l'accès aux systèmes énergétiques fossiles ferait avancer le monde en accélérant la transition vers une économie à contribution nette zéro. Cependant, comme le montrent les données historiques, cette transition implique des coûts d'investissement élevés et des délais plus longs. Il a fallu environ 35 ans à l'Amérique du Nord, à l'Europe et à la Chine pour réduire la part du charbon dans leur bouquet énergétique de respectivement 60 %, 54 % et 2 % (entre 1985 et 2020). L'Inde a augmenté la part du charbon dans son mix énergétique de 16 % pendant la même période. Alors que l'Afrique a réduit la part du charbon dans son mix énergétique de 54% à 26 % au cours de la même période.

**Le gaz naturel a servi de combustible de transition dans les pays qui y ont accès, leur permettant de réduire progressivement la part du charbon dans leur mix énergétique.**

Par exemple, la part du gaz naturel dans le mix énergétique de l'Amérique du Nord, de l'Europe, de la Chine et de l'Afrique a augmenté respectivement de 217 %, 150 %, 300 % et 255 % entre 1985 et 2020. Les autres sources du mix énergétique sont l'énergie nucléaire, l'hydroélectricité et d'autres énergies renouvelables telles que les énergies éolienne, géothermique et solaire. Alors que la part des énergies renouvelables dans le mix a rapidement augmenté au cours des 35 dernières années, elle ne représente néanmoins qu'une faible part du mix énergétique de toutes les régions. L'augmentation la plus rapide revient à l'Union européenne, passant de 14 % à 34 % entre 1990 et 2020, soit une croissance de 142 %. L'Afrique a enregistré une augmentation de 500 % des autres énergies renouvelables au cours de la même période et une baisse de 21 % de l'hydroélectricité due à la récurrence des périodes de sécheresse induites par le changement climatique. Beaucoup de travail reste à faire pour accélérer la capacité technologique des énergies renouvelables des pays. La capacité technologique des énergies renouvelables à fournir une source d'électricité durable et fiable pour les activités industrielles est encore en développement. Des investissements importants sont nécessaires pour moderniser les réseaux existants afin de s'adapter à une forte pénétration des énergies renouvelables (ER) variables dans les pays.

**En Afrique, la transition vers une économie à faible intensité de carbone variera d'un pays à l'autre.**

Les problèmes énergétiques de l'Afrique sont intrinsèquement complexes, complexité due en grande partie à la double nature des systèmes énergétiques eux-mêmes, où coexistent les systèmes et pratiques traditionnels et modernes. De plus, le continent possède un large éventail de zones écologiques, de climats, de modèles de peuplement, de structures économiques, de ressources et de systèmes de gouvernance. Certains pays sont fortement dotés en combustibles fossiles, d'autres en ressources renouvelables et d'autres les deux. Alors que les pays africains

partagent de nombreux points communs, ils présentent une riche diversité de potentiels et de besoins en énergie. Et les politiques de transition énergétique juste doivent en tenir compte en Afrique. Certains points communs identifiants sont la nécessité d'augmenter rapidement les investissements dans le développement et le déploiement des technologies renouvelables et d'efficacité énergétique, de renforcer la capacité des pays à participer au marché des énergies renouvelables et de bénéficier de financement climatique innovant pour soutenir une transition juste vers le développement à faible émission de carbone. Une transition énergétique juste devrait également intégrer l'autonomisation des jeunes et des femmes et l'équité sociale garantissant que personne ne sera laissé pour compte.

**La transition vers une contribution faible en carbone de l'Afrique offre des opportunités transformatrices de croissance socio-économique.** Compte tenu de leur avantage concurrentiel que leur apporte la richesse des ressources en énergies renouvelables (ER) et en ressources minérales de développement vert, les pays africains ont une opportunité unique de bénéficier d'un développement à faible émission de carbone et de voies de transition énergétique juste adaptées aux contextes nationaux. Le continent est riche en minerais de lithium, de graphite, de cobalt, de nickel, de cuivre et de terres rares qui sont tous essentiels à la construction de l'économie verte mondiale du futur et qui représentent de nouvelles opportunités de marché pour une transition vers une contribution nette zéro. Les contextes de développement actuels rendent impérative la transition vers un développement sobre en carbone. Le principe « Croissance d'abord, nettoyage ensuite » n'est plus tenable. En plus des ODD mondiaux, le programme Agenda 2063 de l'Afrique aspire à construire, entre autres objectifs, « une Afrique prospère, basée sur une croissance inclusive et un développement durable ». Les politiques internationales de développement, le financement du développement et les tendances du marché ont en commun une demande globale pour des voies de développement plus inclusives et à faible émission de carbone, toujours dans le cadre des contraintes du

budget mondial du carbone. Suite aux restrictions imposées aux technologies d'énergie fossile, des opportunités uniques sont créées dans de nombreux pays africains pour construire un secteur de l'énergie durable, intégré, basé sur les besoins et résilient au changement climatique.

**Les politiques de résilience climatique et de transition énergétique juste peuvent être conçues pour être inclusives, ne laissant personne de côté.**

Les pays africains peuvent participer activement à la transition énergétique juste en renforçant les capacités locales de développement des technologies vertes et en remontant la chaîne de valeur écologique mondiale. Certains pays africains sont déjà d'importants fournisseurs de minéraux essentiels aux énergies renouvelables et aux produits électroniques, principalement à des producteurs situés hors d'Afrique, par exemple en Chine, aux États-Unis ou dans l'UE. La transition verte mondiale doit signifier plus que la simple installation de technologies qui contribueraient à la décarbonisation mondiale dans le cadre actuel de systèmes mondiaux de connaissances qui ont créé le changement climatique. Il faut encourager de nouveaux modèles de développement qui favorisent la localisation des industries de technologies propres à proximité des sources de matières premières pour favoriser le développement socio-économique des pays riches en ressources, réduire l'empreinte carbone des produits et partager les bénéfices environnementaux mondiaux.

**Il est essentiel d'aligner les contributions déterminées au niveau national (CDN) sur les stratégies nationales.**

Les CDN représentent l'engagement pris par les pays à réduire les émissions de gaz à effet de serre et à s'adapter au changement climatique. Elles intègrent les besoins de financement (internes et externes) qui permettront la réalisation de la transition souhaitée. Les CDN doivent être prises au sérieux et les gouvernements africains doivent associer leurs CDN à la vision du développement sectoriel et social de leur pays et aux politiques, réglementations et marchés nationaux. Les CDN devraient créer les conditions propices à l'innovation endogène et à l'investissement dans des solutions de technologie verte afin

---

Les pays doivent avoir la latitude de définir des programmes de développement vers une contribution nette zéro

de renforcer les capacités locales qui assureront une transition énergétique juste. Le financement conditionnel est plus répandu dans les CDN des pays africains, car elles ont été instituées en supposant que les 100 milliards USD convenus à Cancún soutiendraient les stratégies nationales et s'adapteraient aux besoins des pays. Il était également supposé que le financement prendrait la forme de subventions flexibles, mais ce n'est pas ce qui s'est passé. Un décalage existe entre les stratégies nationales et le type de financement disponible pour les mettre en œuvre.

**Les gouvernements africains doivent mobiliser toutes leurs forces pour construire des institutions et développer des ressources humaines qui leur permettront de créer les conditions d'investissement et de mise en œuvre d'une transition énergétique juste.** Ceux qui disposent de la capacité institutionnelle peuvent créer un environnement réglementaire sain et viable qui stimulera les investissements. Ils pourraient également développer des politiques de contenu local et des stratégies sectorielles conformes à leur capacité et aspirations et adaptées aux objectifs nationaux de développement. La capacité interne est un carburant important de l'innovation et de la promotion des investissements dans les programmes de développement résilients au changement climatique. Pour être durables, les pays doivent avoir la latitude de définir des programmes de développement de transition énergétique juste vers une contribution nette zéro dans le contexte spécifique de leur situation sociale, économique et environnementale.

**Il est nécessaire d'établir des partenariats efficaces basés sur l'intérêt mutuel d'agir partout pour le climat.** Le changement climatique est un problème international. Les gaz à effet de serre se mélangent librement dans l'atmosphère de la terre quelle que soit leur origine. Cependant, les impacts pourraient être à court terme disproportionnés et localisés en raison des différences de vulnérabilité et de capacité d'adaptation des pays. À moyen et long terme, les impacts climatiques pourraient avoir des conséquences imprévues au-delà des frontières nationales en augmentant les fragilités économiques, sociales

et environnementales d'autres pays. Une action internationale est donc nécessaire pour développer des politiques climatiques et mobiliser des financements climatiques qui viendront soutenir les mesures d'atténuation des émissions de GES supplémentaires et d'adaptation aux impacts climatiques dans tous les pays. Les conséquences de l'inaction et/ou d'une action internationale non coordonnée pourraient conduire plus tôt que prévu à une catastrophe mondiale.

### **CHAPITRE 3 : FINANCER LA RÉSILIENCE CLIMATIQUE ET UNE TRANSITION ÉNERGÉTIQUE JUSTE EN AFRIQUE : STRATÉGIES ET INSTRUMENTS**

**Les flux de financement climatique vers l'Afrique sont restés en deçà des engagements pris par les pays développés et des besoins de financement des mesures d'atténuation et d'adaptation au changement climatique du continent.** Alors qu'entre environ 1,3 billion et 1,6 billion USD seraient nécessaires pour mettre en œuvre au cours de la période 2020–2030 les engagements du continent en matière d'action climatique et de contributions déterminées au niveau national (CDN), le financement climatique engagé et mobilisé pour l'Afrique reste à la traîne, soit entre 118,2 et 145,5 milliards USD par an. La part de l'Afrique dans le financement climatique mondial total n'a augmenté en moyenne que de 3 points de pourcentage entre 2010 et 2019, passant de 23 % (ou 48 milliards USD) pour la période 2010–2015 à 26 % (ou 73 milliards USD) pour la période 2016–2019. Si cette tendance perdure, le déficit de financement climatique, compris entre 99,9 et 127,2 milliards USD par an, subsistera jusqu'en 2030 et risque de compromettre les efforts de l'Afrique visant à soutenir la résilience climatique et une transition énergétique juste.

Alors que l'énergie est le secteur le plus financé en Afrique, les ressources mobilisées jusqu'à présent pour ce secteur sont dérisoires face aux énormes besoins d'investissement énergétique du continent. Le secteur de l'énergie n'a reçu chaque année pendant la période 2010–2019 qu'environ

Un investissement annuel de 32 à 40 milliards USD répartis sur l'ensemble de la chaîne de valeur énergétique sera nécessaire pour parvenir d'ici 2030 à un accès universel à l'électricité

15,5 milliards USD (26 % du volume total) du financement climatique vers l'Afrique. Cependant, selon l'initiative « New Deal pour l'énergie en Afrique » de la Banque, un investissement annuel de 32 à 40 milliards USD répartis sur l'ensemble de la chaîne de valeur énergétique sera nécessaire pour parvenir d'ici 2030 à un accès universel à l'électricité sur le continent. Toujours selon l'initiative « New Deal pour l'énergie en Afrique » de la Banque, le déficit de financement annuel du secteur de l'énergie atteindra donc entre 16,5 et 24,5 milliards USD. La majeure partie de ce déficit reste concentrée dans les grandes économies du continent, notamment l'Égypte, le Nigéria et l'Afrique du Sud, représentant à eux trois environ 33 % de l'écart de financement total.

**Le financement climatique a souvent été mobilisé pour les pays les plus résilients et les moins vulnérables aux chocs climatiques.** Les données indiquent que le financement climatique n'a pas été acheminé de manière significative vers les pays plus susceptibles de subir des chocs climatiques et d'autres phénomènes météorologiques extrêmes ni vers ceux qui sont moins résilients au changement climatique. Bien que certains facteurs idiosyncrasiques puissent expliquer l'attractivité relative du financement climatique de certains pays, comme la capacité à développer des projets solvables, cette association perverse entre le financement climatique et la résilience et la vulnérabilité des pays suggère une possible mauvaise répartition des ressources disponibles entre les pays.

En Afrique, les instruments de dette sont de plus en plus utilisés pour financer des projets liés au climat, souvent en termes non concessionnels. Les instruments de financement disponibles pour le changement climatique ont jusqu'à présent penché de manière disproportionnée vers la dette, ce qui a pu contribuer à augmenter l'endettement des pays africains. Dans la période 2011–2019, les instruments de dette représentaient en moyenne environ les deux tiers de tous les financements climatiques acheminés vers les pays africains. Sur la même période, les instruments d'allègement de la dette représentaient moins de 0,1 % du financement climatique. Le fait que 33 % des projets climatiques financés par la dette le soient

à des conditions non concessionnelles pourrait augmenter le fardeau de la dette en Afrique et exacerber les problèmes de viabilité de la dette en Afrique, sapant davantage la capacité de résilience climatique du continent.

**Le paysage international du financement climatique est très fragmenté, rendant plutôt opaques et difficile à mesurer objectivement les flux de financement climatique.** Celui-ci est

vaguement défini comme un financement local, national ou international provenant de sources de financement publiques, privées ou autres et visant à soutenir les mesures d'atténuation des émissions des gaz à effet de serre et les actions d'adaptation au changement climatique. Le paysage du financement climatique est jusqu'à aujourd'hui le reflet de l'économie politique existante de l'architecture mondiale du financement du développement, largement dominée par les donateurs. La faiblesse de la coordination et l'absence de méthodologie concertée de mesure des flux de financement climatique provenant de différentes sources ont conduit à un manque de transparence et de redevabilité dans le suivi des flux de financement climatique, nouveau et additionnel. Cela a conduit à une augmentation des arbitrages entre le financement climatique et d'autres sources de financement du développement, dont l'aide publique au développement (APD) et le financement des banques multilatérales de développement (BMD), qui détiennent des ressources des pays membres africains.

**Renommer l'APD en financement climatique a des implications importantes pour la réalisation des objectifs de développement pour lesquels elle a été conçue, en particulier pour les programmes d'éradication de la pauvreté.**

D'autre part, la prise en compte des ressources des BMD dans le cadre de l'engagement d'un financement climatique de 100 milliards USD pris par les pays développés vers les pays en développement entraînerait à comptabiliser deux fois les contributions en capital des pays en développement actionnaires des BMD régionales. Il est nécessaire de clarifier davantage la méthodologie de mesure des flux de financement climatique pour éviter ce double comptage et s'assurer

---

L'association perverse entre le financement climatique et la résilience et la vulnérabilité des pays suggère une possible mauvaise répartition des ressources disponibles entre les pays



qu'ils sont soit nouveaux, soit des suppléments à d'autres engagements destinés à soutenir les objectifs de développement.

**Plusieurs instruments de financement climatique innovants peuvent être déployés pour mobiliser le financement climatique des pays africains.**

Ces instruments incluent des obligations et des prêts verts, des obligations et des prêts durables ou liés à la durabilité, et des swaps dette-climat. Les droits de tirage spéciaux (DTS) du Fonds monétaire international alloués aux pays développés volontaires pourraient également être réaffectés aux pays africains par l'intermédiaire de la Banque africaine de développement et/ou du Fonds africain de développement en tant que détenteurs enregistrés pour mobiliser et financer davantage la résilience climatique et une transition énergétique juste en Afrique. Les pays peuvent également mobiliser des capitaux domestiques par le biais des marchés du carbone, en particulier lorsque les émissions sont échangées au véritable prix du carbone. D'autres instruments innovants de financement climatique tels que le réaligement des subventions accordées aux combustibles fossiles ou le recours à d'autres impôts progressifs appliqués à différents secteurs comme l'aviation, l'énergie, les transports, etc. pourraient être utilisés.

**Recommandations politiques :**

- Selon les travaux sur la dette et les crédits carbone réalisés dans le cadre de ce rapport, le financement climatique total dû à l'Afrique jusqu'en 2050 et devant compenser les émissions historiques et futures est estimé entre 4,76 billions USD (borne inférieure) et 4,84 billions USD (borne supérieure), soit un chiffre de 163,4 et 173 milliards USD pour la période 2022–2050. Ces estimations représentent le crédit carbone de l'Afrique et correspondent à sa part d'émissions historiques et futures de carbone, part valorisée au coût social du carbone (CSC) moyen, international et actualisé. Ces montants sont considérablement élevés et représentent pour l'Afrique le coût d'opportunité des émissions historiques des autres régions du monde entre 1850 et 2021. L'ampleur des mesures fiscales mobilisées en deux

ans à travers le monde en réponse à la COVID-19 (17 billions USD) montre que les outils et les ressources nécessaires au respect des engagements de financement climatique existent si la volonté politique est mobilisée pour le faire.

- Les pays développés doivent démontrer leur volonté politique de relever les défis d'adaptation et d'atténuation du changement climatique que doivent relever les pays en développement en honorant leur engagement de fournir 100 milliards USD par an aux pays en développement pour soutenir l'action climatique. Il devrait s'agir de ressources nouvelles et supplémentaires, distinctes des engagements d'aide publique au développement (APD) et du financement des banques multilatérales de développement (BMD), où les pays en développement membres contribuent au capital en tant qu'actionnaires.
- Les DTS du FMI alloués aux pays développés volontaires devraient être acheminés vers les pays africains par l'intermédiaire de la Banque africaine de développement et/ou du Fonds africain de développement pour mobiliser et financer le soutien à la résilience climatique et la transition énergétique juste des pays africains.
- Des instruments de financement innovants tels que des obligations et des prêts verts, des obligations et des prêts durables ou liés à la durabilité, des swaps dette-climat et des marchés du carbone plus efficaces et à meilleur prix pourraient fournir les ressources nationales indispensables au soutien des ambitions de l'Afrique dans la transition vers une contribution nette zéro d'ici 2050.
- Le renforcement des capacités institutionnelles, la réforme des réglementations et d'autres réformes politiques de soutien sont nécessaires de toute urgence pour soutenir et accélérer le financement climatique à partir de sources nationales et externes (publiques et privées) afin de soutenir la résilience climatique et la transition énergétique juste en Afrique. Les pays doivent prendre les mesures nécessaires pour : (i) renforcer la gestion des finances publiques ; (ii) promouvoir la transparence et la responsabilisation des services publics ; (iii) améliorer l'efficacité gouvernementale dans la gestion du financement climatique ; (iv) renforcer les



capacités internes en matière de conception et mise en œuvre de programmes/projets liés au climat afin d'attirer davantage de financements climatiques pour l'atténuation et l'adaptation au climat ; (v) élaborer des instruments adaptés de mobilisation des ressources intérieures, en particulier à l'aide de réformes fiscales et de subventions et (vi) améliorer l'environnement des affaires pour atténuer les risques liés à l'investissement à moyen et à long terme.

- Les BMD, institutions de financement du développement et agences de développement

bilatérales devraient proposer davantage d'instruments de financement concessionnels et de subventions pour soutenir l'adaptation au climat et la transition énergétique juste en Afrique. Le changement climatique est un problème mondial commun. Une coopération internationale est nécessaire pour parvenir à une résolution durable des défis communs mondiaux. Accélérer le financement climatique pour la résilience climatique et la transition énergétique juste en Afrique n'a pour but que de préserver l'humanité tout entière.





La croissance du PIB réel de l'Afrique devrait ralentir à 4,1 % en 2022, comparée aux 6,9 % de 2021, en grande partie en raison des effets négatifs de la pandémie persistante de COVID-19 et de l'éclatement du conflit russo-ukrainien. Malgré ces chocs, la consommation privée et l'investissement devraient rester les principaux leviers de la croissance du côté de la demande, tandis que le secteur des services, supporté par l'industrie, en particulier dans le secteur minier, dans un contexte d'envolée des prix des métaux, devrait stimuler la croissance du côté de l'offre. Si la pandémie et le conflit russo-ukrainien persistent, la croissance de l'Afrique devrait stagner autour de 4 % en 2023.

Pour stimuler la reprise économique post-COVID-19 et amortir l'impact économique du conflit russo-ukrainien, les pays devront impérativement adopter un ensemble de politiques visant à accélérer l'accès et le déploiement des vaccins, à stabiliser les prix intérieurs de l'énergie et des denrées alimentaires, à remédier aux vulnérabilités de la dette et à soutenir les ménages et les entreprises vulnérables.

Le thème de cette édition du rapport, *Soutenir la résilience climatique et une transition énergétique juste en Afrique*, vise à sensibiliser aux effets dévastateurs du changement climatique sur le continent africain. Il souligne ainsi l'urgence d'identifier et de tirer parti, sans plus tarder, d'instruments de financement innovants pour faire face aux vulnérabilités climatiques et pour opérer la transition vers la neutralité carbone d'ici 2050.

Les nouvelles études de la Banque sur la dette et les crédits carbone estiment que le financement climatique total nécessaire pour indemniser l'Afrique pour les émissions historiques et futures jusqu'en 2050 est compris entre 4,76 à 4,84 billions de dollars, soit 163,4 à 173 milliards de dollars par an entre 2022 et 2050, et donc un montant annuel près de 10 fois supérieur à celui reçu par le continent entre 2016 et 2019. Il est donc peu probable que le déficit de financement climatique qui en résulte soit comblé par les instruments de financement traditionnels, ce qui nécessite des instruments innovants et une coopération régionale et mondiale forte.

Une recommandation de politique clé pour combler le déficit du financement climatique est de tirer parti d'instruments de financement innovants tels que les obligations et les prêts verts, les obligations et prêts durables ou liés à la durabilité, les échanges dette-contre-climat et des marchés du carbone plus efficaces et mieux évalués. En outre, la communauté internationale – et les pays développés en particulier – devrait envisager d'augmenter ses engagements de financement à plus de 100 milliards de dollars au titre du financement climatique. Le complément de financement devrait être à la hauteur du véritable coût d'opportunité du changement climatique en Afrique et dans d'autres régions en développement.

Le rapport souligne enfin le rôle que les pays africains auront à jouer. La création d'un environnement commercial, macroéconomique et financier favorable est en effet une condition sine qua non pour mobiliser et attirer davantage de financement climatique. Les réformes nécessaires devraient avoir une portée plus large et concerner la gestion des finances publiques et d'autres systèmes financiers nationaux, mais aussi la gestion efficace des projets financés au titre du changement climatique, le renforcement des capacités internes et la mise au point d'instruments novateurs de mobilisation des ressources nationales.

Groupe de la Banque Africaine  
de Développement  
Avenue Joseph Anoma  
01 BP 1387 Abidjan 01  
Côte d'Ivoire  
[www.afdb.org](http://www.afdb.org)

